

Le parti nationaliste remporte les législatives marocaines

Maroc

Posté par: lakil

Publiée le : 9/9/2007 13:01:10



L'Istiqlal, le plus vieux parti marocain, a devancé de cinq sièges le parti islamiste donné favori.

A la surprise générale, le parti nationaliste, l'Istiqlal, sort grand vainqueur des élections législatives qui se sont tenues ce week-end au Maroc. En remportant 52 sièges au Parlement contre 47 pour les islamistes du Parti de la Justice et du Développement (PJD), le parti nationaliste, fondé en 1944, recueille 16% des suffrages et gagne quatre sièges par rapport au scrutin de 2002. La victoire de ce parti intervient dans un scrutin marqué par une abstention record. Le taux de participation n'a été que de 37%, contre 52% en 2002. C'est le taux le plus bas dans l'histoire du Royaume.

Persuadés de devenir la première formation politique marocaine, les membres du PJD n'ont pas caché leur déception et ont accusé leurs adversaires de « corruption électorale » en utilisant « de l'argent » pour obtenir des sièges aux législatives.

Ce n'est pas l'avis des observateurs étrangers présent lors du scrutin qui se sont félicités du bon fonctionnement des élections. "D'une manière générale, le vote s'est déroulé dans l'ordre, même si des membres de la délégation ont été informés d'irrégularités isolées le jour du scrutin", rapporte la mission d'observation internationale des élections. Pour sa part, l'Union européenne a salué « la réussite et la transparence » des élections.

La priorité : la Koutla

Désormais élu, l'Istiqlal a assuré qu'il voulait maintenir son alliance avec les socialistes de l'USFP, les grands perdants du scrutin. « Nous respecterons les engagements que nous avons signés avec nos amis de la « Koutla (bloc) démocratique » en vertu desquels nous devons nous concerter pour avoir une position commune sur la formation du gouvernement », a expliqué le secrétaire général du parti, Abbas El Fassi.

Faisant de la Koutla « une priorité », le secrétaire général a assuré que « les tractations commenceront après la désignation du premier ministre par le roi ».

Source: Le Figaro